

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

AMR 13/017/2003 – ÉFAI

Action complémentaire sur l'AU 263/03 (AMR 13/015/2003 du 9 septembre 2003)

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

ARGENTINE

Marcelino Altamirano (h), défenseur des droits humains

Londres, le 5 novembre 2003

Marcelino Altamirano a de nouveau été la cible de menaces et d'actes d'intimidation en raison, semble-t-il, de ses activités de coordonnateur dans un foyer d'accueil pour les enfants des rues, *La Casita del Puente Afectivo* (La petite maison du Pont de l'affection), dans la ville de Mendoza. Amnesty International reste vivement préoccupée par la sécurité de cet homme.

Le 28 octobre, à 7 h 30 du matin, Marcelino Altamirano a été menacé et agressé physiquement aux abords d'un poste de police situé à proximité de son domicile dans la localité de Guaymallén, près de Mendoza. Tandis qu'il allait chercher son van, qu'il gare devant le commissariat pour des raisons de sécurité, un inconnu l'a accosté et lui aurait déclaré : « *Ton heure est venue* », avant de tirer un coup de feu en l'air. Au cours de la bagarre qui a suivi, l'homme a arraché le sac à dos de Marcelino Altamirano, qui contenait des documents juridiques concernant les 12 enfants des rues hébergés dans la *Casita del Puente Afectivo*. Lorsque Marcelino Altamirano s'est mis à courir en direction du poste de police, l'agresseur a tiré un nouveau coup de feu. Deux individus non identifiés sont alors arrivés en Fiat Uno ; ils ont arrêté le véhicule afin que l'homme puisse monter à bord, puis ont pris la fuite.

Marcelino Altamirano pense qu'il s'agissait des mêmes individus que ceux qui ont mis le feu à sa voiture, probablement au moyen d'un cocktail Molotov, le 29 août dernier (voir l'AU 263/03, AMR 13/015/2003 du 9 septembre 2003). Il a par la suite porté plainte auprès du commissariat du quartier, le *Comisaría 25*. Une autre plainte a été déposée auprès de la *Comisión de Derechos y Garantías del Senado* (Commission sénatoriale des droits et de la protection).

Bien que les autorités provinciales aient assuré Amnesty International de leur soutien vis-à-vis des activités menées par Marcelino Altamirano et du vif intérêt qu'elles portaient à la sécurité de cet homme ainsi qu'à celle des enfants, l'organisation s'inquiète de ce qu'aucune mesure efficace ne semble avoir été prise en vue de protéger ces personnes.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après** (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- faites part de votre préoccupation quant à la sécurité de Marcelino Altamirano, qui a de nouveau été la cible d'actes de harcèlement et d'intimidation ;
- demandez instamment qu'une enquête exhaustive et indépendante soit immédiatement ouverte sur l'agression dont il a été victime le 28 octobre dernier ainsi que sur tous les actes d'intimidation dont il a précédemment été la cible, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient déférés à la justice ;
- engagez les autorités à prendre les mesures qui s'imposent pour protéger Marcelino Altamirano ainsi que les enfants hébergés à la *Casita del Puente Afectivo* et garantir la sécurité de ces personnes.

**APPELS À :**

**Gouverneur de la province de Mendoza :**

Sr. Gobernador de la Provincia de Mendoza  
Ing. Roberto Raúl Iglesias  
Casa de Gobierno  
Barrio Cívico, 4° Piso Cuerpo Central  
5500 Mendoza  
Provincia de Mendoza, Argentine

**Télégrammes :** Gobernador de la Provincia, Provincia de Mendoza, Argentine

**Fax :** +54 261 449 2142

**Formule d'appel :** *Sr. Gobernador*, / Monsieur le Gouverneur,

**Ministre de la Justice et de la Sécurité de la province de Mendoza :**

Ministro de Justicia y Seguridad de la Provincia de Mendoza  
Dr. Leopoldo Manuel Orquín  
Salta 672  
5501 Godoy Cruz  
Provincia de Mendoza, Argentine

**Télégrammes :** Ministro de Justicia y Seguridad, Godoy Cruz, Provincia de Mendoza, Argentine

**Fax :** +54 261 449 9042

**Formule d'appel :** *Sr. Ministro*, / Monsieur le Ministre,

**Président de la Commission des droits et des garanties constitutionnels****(Chambre des députés de la province de Mendoza) :**

Sr. Presidente de la Comisión de Derechos y Garantías Constitucionales  
Sr. Jorge Poblete

Cámara de Diputados de Mendoza  
Paseo Sarmiento y P. Mendocinas  
5500 Mendoza

Provincia de Mendoza, Argentine

**Télégrammes :** Sr. Presidente de la Comisión de Derechos y Garantías Constitucionales, Provincia de Mendoza, Argentine

**Fax :** +54 261 449 3707

**Formule d'appel :** *Sr. Presidente*, / Monsieur le Président,

**COPIES À :****Maire de Mendoza :**

Sr. Intendente Municipal  
Dr. Raúl Vicchi  
9 de Julio 500 - 2do piso  
5500 Mendoza  
Provincia de Mendoza, Argentine  
**Fax :** +54 261 438 1387

**Journal de la province de Mendoza :**

*Diario Los Andes*  
Avenida San Martín 1049  
5500 Mendoza  
Argentine  
**Fax :** +54 261 420 2011

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Argentine dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRES LE 17 DÉCEMBRE 2003, VERIFIEZ AUPRES DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*